



Coupes budgétaires sauvages en Israël après la guerre à Gaza

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2014

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),

[Économie](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La guerre à Gaza a coûté la somme vertigineuse de 2,5 milliards de dollars, soit 50 millions par jour où elle était menée. C'est une somme encore plus élevée que les estimations faites par les médias israéliens début août, avant la fin des combats.

Le plus gros de cette somme vient des plus de 6 000 attaques, principalement des frappes aériennes, menées par les forces israéliennes contre des cibles dans la Bande de Gaza. Au moins 60 millions de dollars sont allés au système de défense antimissiles *Iron Dome*. D'après le ministre de la Défense Moshe Ya'alon, il a coûté 100 000 dollars pour chacune des 600 roquettes palestiniennes qu'il a abattues.

L'armée israélienne a demandé 2,5 milliards de dollars pour couvrir le coût de ses opérations en juillet et août, plus une augmentation de plus de 3 milliards de dollars de son budget pour les déploiements opérationnels de l'année prochaine, qui est de 52 milliards de nouveaux shekels (NIS) soit 14 milliards de dollars (11 milliards d'euros). Elle augmentera également son budget général de 20 milliards de NIS (5,6 milliards de dollars ou 4,3 milliards d'euros), ce qui représente un total de 83 milliards de NIS (17,7 milliards d'euros) pour 2015, une augmentation de 60 pour cent.

L'autorité palestinienne (AP) a estimé que le coût de la reconstruction pour les 17 000 logements de Gaza endommagés ou détruits par les bombardements israéliens serait de 2,5 milliards de dollars, et que celui de la reconstruction pour l'ensemble de Gaza, dont l'aéroport international et le port maritime, se monterait à près de 7,8 milliards de dollars.

À la suite de cette guerre, on a décidé de faire subir des coupes sauvages à la classe ouvrière israélienne. Un nouveau programme d'austérité va intensifier les difficultés économiques des pauvres, alimenter encore plus l'inégalité sociale qui est déjà la plus élevée des 34 membres de l'OCDE, et créer une crise politique aiguë du régime sioniste. Le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu a accepté « d'économiser » 561 millions de dollars dans le budget 2014, ce qu'il veut réaliser avec une coupe de 2 pour cent dans tous les budgets excepté la défense et les renseignements intérieurs. Le budget le plus atteint de tous les programmes sociaux déjà émaciés d'Israël sera le budget de l'éducation, qui perdra 200 millions de dollars.

Il y a tout juste quelques mois, une commission appointée par le gouvernement avait

recommandé une augmentation de 2 milliards de dollars des dépenses sociales pour réduire la pauvreté. Ces nouvelles propositions signifient que ce rapport sera jeté à la poubelle et qu'on condamnera à la destitution les pauvres d'Israël, en particulier les Israéliens d'origine palestinienne, les Juifs ultra-orthodoxes, et ceux parmi les Israéliens juifs qui viennent du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Netanyahu a écarté les oppositions aux coupes en déclarant, « la sécurité d'abord. »

Ces coupes de 561 millions de dollars ne représentent que 20 pour cent du coût de la guerre et ne tiennent pas compte des augmentations massives que demande l'armée pour l'année prochaine. Il n'y a eu pour le moment aucune mention de la manière dont cet argent serait trouvé.

Netanyahu a également été confronté à des appels pour des plans de compensation plus importants pour les villes du Sud d'Israël qui sont proches de la Bande de Gaza et qui ont été les plus directement affectées par les tirs de roquettes et de mortiers. En dépit du cessez-le-feu, de nombreuses familles ne sont pas encore retournées chez elles.

Le ministre des Finances Yair Lapid a construit sa campagne électorale à la suite des manifestations sociales de 2011 sur ses déclarations qu'il trouverait « où est parti l'argent » et qu'il réduirait les dépenses militaires. Il a refusé d'augmenter les taxes et a préféré appeler à un important déficit budgétaire pour 2015, de 36 milliards de NIS, soit plus de 3 pour cent au-dessus de la limite des 31 milliards de NIS (6,6 milliards d'euros) fixée par le gouvernement - à financer par des emprunts. Netanyahu, le ministre de l'économie Naftali Bennett et le gouverneur de la Banque d'Israël Karnit Flug s'opposent à son plan. Le plan original pour le budget de 2015 prévoyait un déficit maximal de 2,5 pour cent du PIB.

Lapid a menacé de démissionner du gouvernement si son plan n'était pas accepté, retirant son parti, Yesh Atid, de la coalition et risquant de déclencher des élections anticipées si Netanyahu ne parvient pas à trouver un partenaire de remplacement pour la coalition. Les discussions du budget, qui commencent en général au début de l'année, ont été retardées jusqu'à la fin août en raison de la guerre et des relations tendues entre Lapid et Netanyahu. Le cabinet discutera de cela une fois de plus le 11 septembre, en préparation au projet de budget, que la loi impose de présenter à la Knesset avant la fin octobre.

Ce budget d'austérité intervient alors que les signes d'un ralentissement de l'économie se multiplient, celle-ci avait déjà chuté à 1,7 pour cent de croissance au second trimestre de cette année, les exportations et le secteur de haute technologie étant fortement affectés par la récession mondiale et la chute continue du dollar. La guerre aurait coûté à l'économie israélienne 1,3 milliard de dollars, particulièrement aux secteurs voyages et tourisme. Cela va en retour réduire les revenus des impôts pour le gouvernement l'année prochaine, accentuant ainsi le déficit.

Si une guerre d'usure devait faire suite aux négociations de paix avec le Hamas, qui contrôle la Bande de Gaza, qui ne parviendraient pas à résoudre les questions les plus brûlantes - et Netanyahu a déjà indiqué qu'il refuserait d'accéder aux demandes du Hamas - l'économie et les finances du gouvernement seraient encore plus en danger.

Fin août, la Banque d'Israël a réduit les taux d'intérêts à un minimum historique de 0,25

pour cent, après des coupes similaires en juillet, pour tenter de stimuler une économie stagnante, ce qui a alimenté les craintes d'un endettement des consommateurs et du développement incontrôlé d'une bulle immobilière, et d'une hausse des prix du logement.

Netanyahu est confronté à une chute de sa popularité dans les sondages d'opinion, bien qu'elle soit plus élevée (42 pour cent) que celle de ses rivaux de droite (11 pour cent) et de la soi-disant gauche (12 pour cent). Ses partenaires encore plus à droite dans la coalition, le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman du parti Yisrael Beitenu et le ministre de l'Economie et du Commerce Naftali Bennett du parti Foyer juif, ont appelé à une campagne militaire encore plus dure pour battre le Hamas et réoccuper la Bande de Gaza ; ils sont furieux contre sa décision de mettre fin à la guerre. Bennett est considéré comme celui qui a le plus gagné avec cette guerre, et il se prépare maintenant à changer la constitution de son parti pour qu'il s'adresse aussi aux Juifs plus laïcs et puisse gagner plus de voix aux prochaines élections.

Les critiques de Netanyahu n'ont pas été moins acerbes au sein de son propre parti, le Likud. Danny Danon, l'ex-vice-ministre de la Défense que Netanyahu avait renvoyé durant la guerre pour avoir donné des briefings contre la ligne du gouvernement, a appelé à une conférence de presse pour le 15 septembre pour « discuter » de la guerre.

La semaine dernière, au cours d'une manœuvre généralement considérée comme une tentative d'apaiser le mouvement de droite des colons, Netanyahu a annoncé l'expropriation de près de 1000 acres (4 kilomètres carrés) de terres adjacentes à la colonie de Gush Etzion entre Bethleem et Hebron au Sud de la Cisjordanie occupée, la plus grande expropriation depuis les années 1980. L'intention est d'utiliser ces terrains pour une nouvelle colonie, Gyaot, qui fait partie de son plan plus large pour encercler Jerusalem Est. Netanyahu a enchaîné par la publication d'appels d'offres pour 283 nouveaux logements dans la colonie d'Elkana au Nord-Ouest de la Cisjordanie.

Le ministre américain des Affaires étrangères, John Kerry, s'est opposé à cet accaparement et a appelé Netanyahu à revenir sur sa décision, qui risque de mettre en péril la possibilité de parvenir à un accord avec l'Autorité palestinienne pour faire la police à Gaza et pourrait ainsi gêner les plans de Washington pour une offensive plus large en Irak et en Syrie.

Cela pourrait entraîner les travailleurs d'Israël dans une guerre sur le plateau du Golan, qu'Israël a pris à la Syrie durant la guerre de 1967. Les groupes de « rebelles » syriens, dont le Front Al Nusra lié à Al Quaida et l'Armée syrienne libre, ont capturés le poste frontière de la province de Quneitra après des combats intenses contre l'armée syrienne.

Jean Shaoul

Article original, [WSWS](#), paru le 8 Septembre 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Jean Shaoul](#), [wsws.org](#), 2014

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca